



Section Belgique-Argentine/**Venezuela**



23 juin 2016

Rencontre avec
Frank Van de Craen, Ambassadeur belge
auprès de la République bolivarienne du Venezuela



Visiteurs

- M. Frank Van de Craen, Ambassadeur belge auprès de la République bolivarienne du Venezuela
- M. Adrien Théatre, Directeur Amérique latine et Caraïbes au ministère des Affaires étrangères

Présents

- M. Gilles Vanden Burre, Président de la section bilatérale Belgique/Vénézuéla-Argentine, député
- M. Johan Verstreken, membre de la section bilatérale Belgique/Vénézuéla-Argentine, sénateur
- Mme Hatice Vicil, Secrétaire de la section bilatérale Belgique/Vénézuéla-Argentine

Thèmes abordés

Frank Van de Craen, Ambassadeur belge auprès de la République bolivarienne du Venezuela, de passage en Belgique, a rencontré les membres de la section UIP et a évoqué avec eux la situation actuelle du pays.

Le Venezuela autrefois riche producteur pétrolier grâce à ses réserves, les plus importantes au monde, est plongé dans une grave crise avec la chute des cours du brut, qui apporte 96 % de ses devises. Le Venezuela a subi en 2015 une inflation de 180 %, une des plus élevées au monde, et un recul du PIB de 5,7 %, pour la deuxième année d'affilée. La population, confrontée à une grave pénurie d'aliments et de médicaments, subit des heures d'attente devant les supermarchés. En partie dû à la sécheresse qui affecte le bon fonctionnement des centrales hydro-électriques, l'électricité est coupée quatre heures par jour dans une grande partie du pays. Les services publics sont ouverts seulement deux jours par semaine. L'heure officielle a été avancée de trente minutes. Toutes ces mesures énergétiques ont été prises dans l'espoir de réduire la consommation d'énergie.

La plus importante compagnie aérienne d'Amérique latine, Latam, a suspendu fin mai jusqu'à nouvel ordre ses vols à destination du pays, en raison de la crise économique. La compagnie aérienne allemande Lufthansa a aussi décidé de suspendre ses vols à destination du Venezuela, à partir du 17 juin, pour les mêmes raisons.

Suite à la crise sociale et économique, le chef de l'Etat, Nicolas Maduro, a décrété l'état d'urgence économique en janvier 2016. L'état « *d'exception et d'urgence économique* » a été prolongé de trois mois, le 13 mai. L'« *urgence économique* » autorise entre autres l'exécutif à disposer des biens du secteur privé pour garantir l'approvisionnement des produits de base. Ces saisies qui menacent principalement les usines produisant des produits de base et qui ne sont plus en service, ne toucheront pas le groupe belge Bekaert, implanté au Venezuela via sa filiale Vicson, qui produit des fils barbelés et des produits tréfilés pour composants industriels. Bekaert a dû stopper momentanément son activité dans son usine en raison du manque de matières premières, de l'absence de courant et de devises.

Cette prolongation de l'état d'urgence est soumise à l'approbation du Parlement, dominé par l'opposition depuis les élections législatives de décembre. En janvier, l'Assemblée nationale avait rejeté l'état d'« *urgence économique* » initial, signant le premier acte fort de l'opposition, avant que le tribunal suprême de justice, la plus haute autorité judiciaire du pays, ne le valide.

L'opposition exige du Conseil national électoral (CNE) qu'il lance les prochaines étapes pour activer le référendum révocatoire à l'encontre du président Maduro, élu jusqu'en 2019, après avoir validé 1,3 million de signatures en faveur de cette consultation. Pour provoquer de nouvelles élections, le référendum devrait être organisé avant le 10 janvier 2017, sinon le président Maduro serait remplacé par son vice-président.

L'OEA (Organisation des Etats américains), à travers l'ancien chef du gouvernement socialiste espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, et deux ex-présidents latino-américains, tente d'effectuer une médiation entre le président du Venezuela, Nicolas Maduro, et l'opposition vénézuélienne, majoritaire au Parlement, et de relancer le dialogue entre les deux parties.